

MARDI 29 SEPTEMBRE

On manifeste pour les services publics, les salaires, les retraites !

De mensonges en mensonges...

Il y a des infos à ne pas prendre avec des pincettes. Elle émane d'un certain Jean-Pierre Farandou dont on apprend par là-même qu'il est ministre du Travail. Il a osé affirmer dimanche «qu'il n'était *pas illogique* de demander un effort aux retraités dans le cadre de la préparation du budget 2027». Point. Sans autre explication. Comme une évidence. Rien pour étayer cette affirmation.

En quoi est-ce logique de demander à des personnes qui ont travaillé, parfois trimé, toute leur vie, qui ont cotisé pour leur retraite, franc pour franc, puis euro pour euro, de rogner leur pension, qu'elle soit de 1 000, 2 000, 3 000 euros ou plus. La retraite n'est ni un don du ciel ni un cadeau du gouvernement... C'est un droit et il en fallu des luttes pour le conquérir et le garder.

Réaffirmons ici qu'il n'est pas **illogique** que les milliardaires mettent la main à la poche. Et, au risque de passer pour de vieux radoteurs, nous avons, contrairement à ce ministre de troisième catégorie, quelques arguments à faire valoir.

Par exemple, pourquoi 13 000 millionnaires français ne paient-ils pas d'impôt sur le revenu ? (alerte lancée par l'ancien ministre de l'Économie, Éric Lombard)

Quelles mesures sont prises pour arrêter les aides publiques accordées à fonds perdus aux entreprises ? Elles s'élèvent à 211 milliards d'euros (une paille) et n'ont aucune incidence sur l'emploi, donc sur les cotisations sociales.

Ajoutons-y pour faire bonne mesure les exonérations et allègements de **cotisations sociales patronales** qui représentent un montant estimé à environ 75 milliards d'euros par an. Ces exonérations pénalisent directement la branche retraite de la sécurité sociale...

Et on parlerait bien aussi de la taxe Zucman, de la suppression de l'ISF, etc.

Méfions-nous donc comme de la peste d'un ministre du Travail qui passe son temps à rogner les droits et acquis sociaux des salariés, des retraités, des chômeurs et des bénéficiaires des minima sociaux. Et à mentir. Comptons plutôt sur nos luttes... Le 29 septembre par exemple...

Richard Vaillant

PAGE 2 Quelque chose de pourri (suite) • Du pain à la poubelle • La chirurgie à Langres **PAGE 3** Palestine : Justice et gesticulations • Baisse de niveau et hausse des profits **PAGE 4** Une pauvreté record en France • La députée RN Robert-Dehaut tilte • L'Expo d'Octobre • 500^e numéro !

 **GRAND DÉBAT**
SAÏD BOUAMAMA PRÉSENTE SON NOUVEAU LIVRE

LE FASCISME QUI VIENT
COMPRENDRE & RÉSISTER

SAÏD BOUAMAMA
L'AUTEUR DU LIVRE
« LE FASCISME QUI VIENT »
SERA PRÉSENT ET RÉPONDRÀ
À VOS QUESTIONS.

AVEC EN INVITÉ
MICHEL COLLON
FONDATEUR
D'INVESTIGATION SUR :
« IRAN, LE MONDE BASCULE »

CHAUMONT 19 SEPTEMBRE 18H30
SALLE DU PATRONAGE
10 RUE DU PATRONAGE LAÏQUE
INFO : PALESTINE_LIBRE_52@ORANGE.FR

25 Septembre 9 H

Une simple affaire de solidarité

À Chaumont, le 18 novembre 2023, une manifestation est organisée pour la paix à Gaza. La préfète évoque des délais de déclaration non respectés, des risques de débordements, d'absence de service d'ordre (sic), de nuisance au commerce chaumontais, et interdit la manifestation.

N'ayant pas été informés de cette interdiction, des militants se rendent place de l'Hôtel de Ville et, sans autre formalité, sont sanctionnés d'une amende de 135 euros pour participation à une manifestation interdite.

Deux manifestants parmi la quinzaine sanctionnés sont convoqués devant le tribunal de police de Chaumont vendredi 25 septembre.

Nous donnons rendez-vous à 9 heures à tous les citoyens qui œuvrent pour la paix en Palestine mais aussi partout dans le monde où la guerre fait rage, pour venir soutenir nos deux camarades. Comme nous l'avons déjà écrit : il serait invraisemblable que des citoyens soient sanctionnés pour avoir voulu faire cesser les tueries contre le peuple d'une nation aujourd'hui reconnue par la France.

Le syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Quelque chose de pourri en République française (suite)

La semaine dernière, sous le titre «Quelque chose de pourri en République française», nous avons évoqué le coup tordu de Gérard Darmanin et Rachida Dati ; le premier essayant de faire nommer la seconde à un poste de procureure, juste avant que celle-ci ne passe en jugement pour corruption et trafic d'influence. Or, cette semaine, c'est carrément le Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui tente à son tour de bafouer les principes fondamentaux de notre démocratie.

Le chef du gouvernement a tout bonnement saisi la procureure de Paris suite à la publication d'informations (vraies) par le journal «Les Echos». Ce très sérieux quotidien français d'information économique et financière a (rendez-vous compte !..) raconté comment le gouvernement projetait de monter son budget. Et - crime de lèse-majesté - il a dévoilé quelques pistes de travail, dont une possible réforme de l'épargne salariale. Mais fallait pas le dire !..

Le rôle d'une presse libre et indépendante, c'est bien de montrer au public ce que leurs dirigeants voudraient cacher. On change de monde lorsqu'au plus haut sommet de l'Etat, ça n'est même plus accepté.

Pour faire passer la pilule, Sébastien Lecornu évoque, dans un communiqué, le secret des affaires et l'influence que peuvent avoir sur les marchés certaines informations. Voilà bien le problème de la macronie, qui adopte le langage et les pires réflexes des entreprises multinationales. Il y a bien longtemps que transparence, bienveillance, vivre ensemble et service public ne veulent plus rien dire pour elle.

La procureure, qui dépend du gouvernement, lancera peut-être la procédure. Mais, dans le cadre de la très républicaine séparation des pouvoirs, on verra si la justice accepte ou non d'aller jusqu'au bout de cette fausse affaire. L'issue nous permettra de juger clairement de l'état de notre démocratie.

Lionel Thomassin

Du pain à la poubelle

La recette du pain perdu qui consistait à tremper les tranches de pain rassis dans un mélange de lait, d'œuf et de sucre puis les faire dorer à la poêle était et est peut-être toujours un moyen de ne pas jeter ce pain, symbole de satiété durement achetée, de proposer aux enfants principalement un plat nutritif, bon marché et goûteux, enfin moi j'aimais bien. Certains sont bien loin de ces considérations sur le gaspillage et la recherche d'un plaisir gustatif simple.

L'affranchi du 11 septembre rapporte la découverte par un de ses lecteurs, de poubelles remplies de pain et de brioches et là il ne s'agit pas de denrées recyclées ou périmées, il s'agit de confections des apprenti-es d'Alméa fraîchement réalisées dans le cadre de leur formation en boulangerie. Outre la conception pédagogique lamentable qui consiste à détruire une production d'élèves dans le cadre de leur formation, outre le message négatif envoyé sur le gaspillage de la nourriture, le coût exorbitant des matières premières, la valeur du travail, c'est tout simplement scandaleux dans une période où des personnes ne se nourrissent pas tous les jours, où les Restos ne peuvent plus faire face à la demande, d'être confronté à cette désinvolture un peu cynique.

La direction se défend en arguant d'un changement d'organisation du self, confié à un groupe alsacien et où les produits pouvaient être consommés en interne, mais faute d'un agrément non demandé la solution est ... la poubelle. Cette même direction semble avoir découvert que des règles en matière fiscale, sanitaire, sociale existaient en cas de partenariat et prend l'attache de Proxidon, plateforme numérique permettant aux associations d'aide alimentaire de collecter des surplus et invendus encore consommables. Cela prendra combien de temps ? Les élèves ne doivent pas pâtir de cette situation.

Visiblement, rien n'a été anticipé et en attendant on continue à perdre du pain.

Louis Laprade



Photo : l'Affranchi

L'INFO EN + enfin un produit en baisse...

D'après un sondage Ipsos BVA-Cesi publié par "La Tribune Dimanche" le 12 septembre, Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu atteignent leur plus bas niveau de popularité. Le président de la République enregistre 16% de jugements favorables, alors que son Premier ministre pointe à 20% d'avis positifs.

Débat Chirurgie à Langres

Après avoir appelé de leurs vœux et mobilisé la population sud haut-marnaise pour la défense de l'hôpital en réclamant un hôpital à Rolampont (sic) à proximité de l'autoroute, de nombreuses voix parmi lesquelles le maire et des élus de Langres, défendent désormais le maintien de la chirurgie à Langres.

Le Jhm du 10 septembre publie une tribune signée des professionnels de santé du secteur qui revendiquent le maintien d'une chirurgie ambulatoire à Langres en développant leurs arguments. Enfin ! serait-on tenté de dire... N'avaient-ils pas vu le danger de s'obstiner sur un utopique projet Rolampont pendant que l'ARS avançait sur le transfert de toute l'activité chirurgicale à Chaumont ?

Notre syndicat s'est exprimé de nombreuses fois et longuement sur le sujet à travers le Journal des retraité-es, soulignant que pour défendre la santé dans le sud du département, il fallait défendre l'hôpital de Langres et que nous étions prêts à soutenir cette bataille.

Pour la gagner désormais, peut-être faudra-t-il plus qu'une déclaration des élus ou une tribune signée par des professionnels de santé. Mobiliser les habitants ?

Adriana Fernandez

Palestine : Justice et gesticulations

La complicité des Etats européens dans le génocide en cours du peuple palestinien est une évidence qui devrait conduire les responsables politiques, notamment français, britanniques et allemands devant les tribunaux de la justice internationale.

Les assassins étatsuniens et israéliens craignent ces juridictions, bien qu'ils ne les reconnaissent pas et tentent d'en organiser le démantèlement.

Les responsables européens, eux, ne peuvent pas souhaiter la destruction d'institutions dont ils sont les créateurs et qui constituent leur caution morale et idéologique. Même si ces instances leur échappent parfois, et peuvent les menacer.

Depuis le début du génocide à Gaza et de la mise en œuvre de ce qui apparaît désormais comme "la solution finale" de la question palestinienne, les gouvernements européens (à de rares exceptions, comme l'Espagne) n'ont jamais cessé de mettre en scène leur prétendue impuissance. Une des finalités de cette mise en scène est de masquer la réalité de leur complicité et de les mettre à l'abri d'éventuelles poursuites. L'annonce, cette semaine, par onze pays européens, de menaces de sanctions contre Israël et contre les produits issus des colonies en Cisjordanie n'est, hélas, qu'un nouvel épisode de cet exercice de dissimulation.

La complicité européenne dans un génocide palestinien largement soutenu par l'extrême droite est un naufrage éthique. Elle constitue une réhabilitation du racisme. Le soutien à la politique génocidaire du gouvernement israélien est un des facteurs du retour de la menace fasciste. Il met en danger toutes les minorités et, au premier rang d'entre elles, les minorités juives et musulmanes.

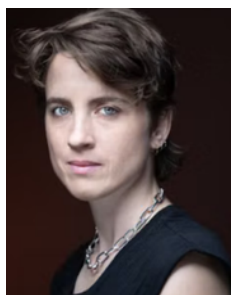
A. Fellner



Soutien à Adèle Haenel

Invitée sur France 5 pour la sortie de son premier livre, Adèle Haenel a dénoncé le génocide à Gaza et la complicité de la France. France Télévisions a suspendu le replay. Nous assurons Adèle Haenel de notre soutien et publions les deux phrases de sa carte blanche à l'origine de cet acte de censure inadmissible.

L'État d'Israël commet un génocide en Palestine et la France est complice. N'acceptez pas l'acceptable, alors sanctionnez Israël et libérez la Palestine.



MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

• Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Daniel, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Jean-François, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Jorge, Luc, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, Marie-Thérèse, Marie-Christine, Olivier, Margaret, Ludmila, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Abdel, Jacques, Jean, Patricia, Christine, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Rachel, Mireille, Benoît, Michel, Agnès, Denis, Josette, François, Jean-Luc, André et Josette, Liliane et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Baisse de niveau et hausse des profits

Des échos quasi quotidiens nous parviennent de toutes parts sous forme d'alertes de la baisse du niveau moyen des élèves qui serait due, entre autres, aux influences de la numérisation de la communication, de l'information, des loisirs, du divertissement, des jeux.

Les jeunes passent beaucoup de temps sur les écrans et c'est du temps en moins pour les apprentissages. Ils ne lisent quasiment plus. La lecture est pourtant le meilleur instrument pour l'émancipation. Quel électeur peut devenir un citoyen qui ne lit pas, ne s'informe qu'à des sources peu fiables, n'a plus le moindre discernement de ce qui relève de l'information et de la communication, du biais publicitaire ou de la manipulation pilotée par les industriels du numérique.

Les enseignants et les pédagogues alertent, les scientifiques démontrent et les profiteurs de la tech engrangent.

Souvent, les parents sont eux-mêmes pris dans le piège des écrans et du numérique.

Les lecteurs de ce journal acceptent de passer du temps à lire des opinions, des analyses contradictoires nécessitant du recul et la capacité à voir derrière le flux informationnel d'autres vérités. Et à y prendre du plaisir.

Les citoyens biberonnés aux réseaux sociaux s'enferment dans des bulles qui leurs ressemblent avec les mêmes adorations et les mêmes détestations. Ils ne voient plus les perspectives, le doute, la modération, le point de vue de l'autre, de l'altérité, ont du mal avec la complexité politique, sociale, philosophique.

Les livres, les journaux, les essais sont le ferment de la pensée sociale et politique et le monde numérique miné par les réactionnaires déteste les citoyens qui pensent par eux même.

Le niveau scolaire baisse et les industriels du numérique jubilent, ce sont autant de clients captifs qui vont assurer leur fortune.

Loïs Darien

Une pauvreté record en France ! Le constat inquiétant du Secours populaire

L'étude Ipsos pour le Secours populaire français, publiée en septembre 2026*, révèle une aggravation brutale de la pauvreté en France. Elle dépasse celle de nos voisins européens (près de dix points de plus que l'Allemagne et l'Italie). Plus de la moitié des Français (52 %) ont récemment fait face à des privations faute de moyens financiers suffisants. L'inflation, la hausse des prix de l'énergie et des salaires et pensions trop bas ne permettent plus à 40 % des salariés et retraités de subvenir à toutes leurs dépenses et de vivre dignement (+10 points en un an). C'est pire pour les personnes vivant avec moins de 1400 euros.

Aujourd'hui, avoir un travail ne préserve même plus de la pauvreté ! Pour faire face à des charges toujours plus élevées, (électricité, essence, gaz, fioul, loyer...) un tiers des Français renonce à se nourrir correctement et déclare sauter des repas par manque d'argent (+ 4 points en 1 an). Outre l'alimentation, près de 46 % des Français peinent à payer les frais de transport, à mettre de l'essence dans la voiture, notamment dans les zones rurales (+12 points en un an).

Le logement siphonne une grande partie de l'argent disponible : 33 % des Français ont du mal à payer leur loyer ou leur emprunt immobilier (+5 points). 53 % ont réduit la température dans leur logement. Les factures d'énergie plombent le budget des foyers.

L'effondrement du niveau de vie touche toute la vie quotidienne avec le renoncement aux soins au détriment de sa santé, aux loisirs, aux vacances, aux sorties familiales. En Haute-Marne, plus de 6 700 personnes doivent avoir recours à l'aide alimentaire des Restos du cœur et du Secours populaire.

Après 10 ans de macronie, il y a toujours plus de pauvres, de chômeurs, de privations, alors que les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de la moitié de la population. Alors quand ce gouvernement de riches veut encore nous imposer des milliards d'économie, se mobiliser devient vital.

Le 29 septembre, salariés, retraités, précaires, toutes et tous dans la rue pour nos salaires, nos pensions, nos services publics. Nous voulons vivre et pas survivre !

*<https://www.secourspopulaire.fr/app/uploads/2026/09/cvg-393-num.pdf>

La députée RN Robert-Dehaut tilte*

Et quel tilt ! Dans le JHM du 15 septembre, la députée RN propose sur l'apprentissage ce que de Villepin, Borne, Attal, Lemaire et toute la macronie ont instauré depuis des années : la généralisation des stages en entreprises, l'apprentissage à marche forcée, le doublement du nombre d'apprentis qui est déjà passé de 400 000 à plus de 840 000. Pour quel résultat ? Selon l'INRS**, la fréquence des accidents du travail est deux fois et demi plus élevée chez les moins de 25 ans que chez le reste des salariés. Calvin, Matis, Lorenzo, Alex, Lucas avaient entre 15 et 22 ans et étaient en stage d'observation, en apprentissage ou jeunes ouvriers. Ils sont morts sur leur lieu de travail, heurté par le godet d'un engin agricole, par une pelleuse, écrasé par une palette, une poutre métallique.

Ces drames ne sont pas des faits divers, mais les conséquences d'un système qui envoie des jeunes travailler sans garanties suffisantes de formation, d'encadrement et de sécurité. C'est le retour du travail des enfants. La jeunesse mérite mieux que cette exploitation voulue par la droite et le RN. Elle a droit au bonheur et à une formation choisie.

Marie-Rose Patelli

* Tilter : comprendre quelque chose de façon subite, parfois après un temps de retard

** INRS : Institut national de recherche et de sécurité

RAPPEL : samedi 19 septembre, un rendez-vous à ne pas manquer

Le Secours populaire de Haute-Marne accompagne six jeunes Haut-Marnais dans une aventure exceptionnelle. Ils s'envoleront pour Dakar, du 2 au 11 novembre 2026, dans le cadre des Jeux Olympiques de la Jeunesse.

Avant de prendre l'avion, ils ont souhaité s'impliquer directement dans leur projet et participer à la recherche de financements pour leur voyage.

Dans ce cadre, ils seront présents **le samedi 19 septembre à Chaumont** dans les rues du centre-ville et aux Halles, pour organiser une action de collecte de fonds et aller à la rencontre du public.

Venez nombreux..



FRANÇOISE DINVILLE VISAGES & PAYSAGES

EXPOSITION
SAMEDI 3 & DIMANCHE
4 OCTOBRE 2026
Maison des Carmélites
83 rue Victoire de la Marne - CHAUMONT



ExpO sition
d'Octobre

VERNISSAGE
VENDREDI 2 OCTOBRE - 18H30

INITIATIVE DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
ET DU SYNDICAT CGT DES FORGES DE COURCELLES NOGENT



500 numéros cela se fête. Après tout quand le N°1 est paru en 2014, rien n'était écrit ; qui aurait pu parier que douze ans plus tard

le bulletin syndical diffusé à quelques dizaines d'exemplaires deviendrait au fil des mois, puis des semaines un moyen d'information reconnu dans notre cité (et bien au delà...).

Un journal sortant de l'ordinaire, résolument engagé dans la défense de la nature et des droits humains, rédigé, imprimé, plié et distribué par des militants syndicaux. Bien sûr, nous vous en reparlerons dans les numéros à venir, mais d'ores et déjà, chère lectrice et cher lecteur, réservez votre après midi. Discussions, convivialité, chansons et d'autres choses encore au programme

Journal du Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

<https://cgtretraites-chaumont.fr> <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs **N° 496 SAMEDI 19 SEPTEMBRE 2026**

UNE : LE SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS FÊTE SON 500 È NUMÉRO

